



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le 18/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

C&D FOODS France

Impasse Jean Gutenberg
Zone Industrielle de la Trésorerie
62126 WIMILLE

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G3\C&D FOODS France (ex
CN)_Wimille_070.03136\2_Inspections\2023_06_23_récolement\C&D_Food_Wimille_RAPVI_0007003136.odt
Code AIOT : 0007003136

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2023 dans l'établissement C&D FOODS France implanté Impasse Jean Gutenberg Zone Industrielle de la Trésorerie 62126 Wimille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- C&D FOODS France
- Impasse Jean Gutenberg Zone Industrielle de la Trésorerie 62126 Wimille
- Code AIOT : 0007003136
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société C&D FOODS FRANCE exploite sur la commune de WIMILLE un entrepôt autorisé au titre de la rubrique 1510 par arrêté préfectoral du 17/10/2002 modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 14/06/2004.

Le bâtiment de stockage est constitué de 8 cellules d'une surface unitaire d'environ 4 800 m². Les produits entreposés sont des aliments secs et humides pour animaux domestiques. C&D FOODS FRANCE héberge dans les cellules 7 et 8 de son entrepôt des aliments pour animaux appartenant à United Pet Food de même nature que ceux autorisés par l'arrêté d'autorisation.

La création d'une cellule de conditionnement de produits finis sur la plate-forme de distribution a été encadrée par arrêté préfectoral complémentaire du 14/06/2004.

A la suite de l'inspection du 06/08/15, l'exploitant a été mis en demeure de respecter les dispositions relatives à la protection contre la foudre de la Section III de l'arrêté ministériel 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

L'Inspection des installations classées a constaté lors de la visite d'inspection du 6/12/2022 le non-respect de la mise en demeure du 19/10/2015. Des suites administratives et pénales avaient été proposées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- récolement de la mise en demeure du 19/10/2015.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Protection contre la foudre	AP de Mise en Demeure du 19/10/2015, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en demeure du 19/10/2015 porte sur le respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. L'article 20 dudit arrêté indique que les dispositifs de protection contre la foudre doivent répondre aux exigences de l'étude technique. Les dispositions prévues par l'étude technique ont été réalisées le 02/05/2023 par la société INDELEC. La mise en demeure du 19/10/2015 est respectée et elle peut être abrogée.

2-4) Fiche de constats

N° 1 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/10/2015, article 1
Thème(s) : Autre, Protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société CONTINENTALE NUTRITION est mise en demeure de respecter sous 3 mois pour l'exploitation de son entrepôt de WIMILLE les dispositions relatives à la protection contre la foudre de la Section III de l'arrêté ministériel 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
Constats : Les dispositions de l'étude technique foudre ont été réalisées le 2/05/2023 par la société INDELEC. 9 paratonnerres avec dispositif d'amorçage (PDA) sont installés en toiture des entrepôts de stockage. Un compteur de coups de foudre est intégré à chaque PDA. Ces installations sont connectées ce qui permet un suivi à distance des coups de foudre. Ce système remplace les compteurs de foudre prévus par l'étude technique sur les descentes. Le module de connexion (pour chaque PDA) est alimenté par une batterie alimentée par un panneau solaire. Le logiciel de suivi permet : <ul style="list-style-type: none">- de suivre la charge des batteries des PDA- de vérifier que les 9 PDA sont connectés- de suivre le nombre d'impact pour chaque PDA Aucun impact n'est recensé sur le site au jour de la visite d'inspection. Des parafoudres sont installés conformément aux dispositions de l'étude technique foudre du 4/11/2015. Ces protections contre les effets indirect de la foudre sont présents dans le TGBT, dans le local de charge, dans le local des pompes, ainsi qu'à l'accueil (protection de la centrale du système de sécurité incendie). Les installations ont été vérifiées le 20/06/2023 par Bureau Veritas. Bureau Veritas a réalisé une vérification complète telle que prévue par l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. La réserve émise (resserrer la connexion entre le conducteur de descente et l'étrier de terre de la descente T4) a été levée (certificat de levée de réserve du 7/07/2023 émis par INDELEC).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet